

DELIBERATION 2025 45 -

Mise en place de la prime d'intéressement à la performance collective

Séance du Comité syndical du 9 décembre 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

La prime d'intéressement à la performance collective est prévue par l'article L714-7 du Code général de la fonction publique et les décrets n° 2012-624 et 2012-625 modifiés du 3 mai 2012. Elle est attribuée à l'ensemble des agents fonctionnaires, et contractuels de droit public ou privé composant les services pour lesquels elle est instituée sans considération de grade.

Il revient au comité syndical de décider de mettre en place cette prime. Dans ce cas, il doit cibler le ou les services ou groupes de services concernés, fixer pour chacun d'eux les conditions d'évaluation de la performance collective à travers un « *dispositif d'intéressement à la performance collective* » et déterminer le montant maximum qui peut être attribué à chaque agent.

Le dispositif d'intéressement à la performance collective doit établir pour chaque service les objectifs à remplir par le service sur une période de six ou douze mois consécutifs, les indicateurs de mesures correspondant et le montant individuel annuel maximal de la prime dans la limite d'un plafond de 600 euros bruts attribué à chaque agent du service.

Le crédit global est calculé en multipliant pour chaque direction concernée, le montant individuel annuel plafond par le nombre de bénéficiaires. Le montant est identique pour chaque agent composant la direction (pour les services accomplis à temps partiel ou à temps non complet, la prime est cependant soumise aux règles de fractionnement des éléments de rémunération et son montant est proratisée selon la quotité de travail accompli). Il est attribué en fonction des résultats atteints par la direction.

Pour apprécier l'atteinte des résultats, le Président détermine, en fonction du dispositif d'intéressement fixé pour chaque direction par la délibération, et après avis du comité social territorial, les résultats à atteindre pour la période de six ou douze mois et les indicateurs de mesure retenus.

Il est ainsi proposé de mettre en place la prime d'intéressement à la performance collective pour les directions listées ci-après selon les dispositifs d'intéressement suivants :

- La direction de la communication et du marketing

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre : 12 mois		
Objectif 2026	Indicateur	Cible
Favoriser la visibilité de l'Agence	Nombre de visites du site internet et nombre d'abonnés aux réseaux sociaux de l'Agence	Augmentation par rapport à 2025

Le montant annuel individuel maximal de la prime s'élève à 600 euros bruts par agent pour la direction de la communication et du marketing

- La direction juridique et de la commande publique

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre : 12 mois		
Objectif 2026	Indicateur	Cible
Garantir la régularité des procédures de commande publique	Taux de recours contentieux sur les procédures, commande publique et achats dans l'année	Inférieur à 10 %

Le montant annuel individuel maximal de la prime s'élève à 600 euros bruts par agent pour la direction juridique et de la commande publique.

- La direction générale

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre : 12 mois		
Objectif 2026	Indicateur	Cible
Développer les interactions avec les usagers dans le cadre du comité des usagers	Installer au premier semestre 2026 des ateliers thématiques au sein du comité des usagers (oui/non)	Oui

Le montant annuel individuel maximal de la prime s'élève à 600 euros bruts par agent pour la direction générale.

- La direction des RH et de l'administration générale

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre : 12 mois		
Objectif 2026	Indicateur	Cible
Réaliser d'ici au 31 décembre 2026 un audit de l'action sociale de l'Agence	Réalisation avant le 31 décembre 2026 d'une étude sur l'action sociale proposée par l'Agence à ses agents et formulant des recommandations (oui/non)	Oui

Le montant annuel individuel maximal de la prime s'élève à 600 euros bruts par agent pour la direction des RH et de l'administration générale

Accusé de réception en préfecture
075200024621-20251204-101
Date de télétransmission : 10/12/2025
Date de réception préfecture : 10/12/2025

- La direction des finances

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre : 12 mois		
Objectif 2026	Indicateur	Cible
Mettre en place avant le 31 décembre 2026 des tableaux de bord budgétaires	Mise en place avant le 31 décembre 2026 de tableaux de bord budgétaires détaillés par direction (oui/non)	Oui

Le montant annuel individuel maximal de la prime s'élève à 600 euros bruts par agent pour la direction des finances

- La direction technique

Dispositif d'intéressement à la performance collective prévu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre : 12 mois		
Objectif 2026	Indicateur	Cible
Préparer la densification du réseau Vélib' en dehors de Paris	Réalisation avant le 31 décembre 2026 d'une étude identifiant le besoin de densification du réseau de stations Vélib' sur l'ensemble du réseau hors Paris (oui/non)	Oui

Le montant annuel individuel maximal de la prime s'élève à 600 euros bruts par agent pour la direction technique

Les agents, en raison de manquements répétés dans la manière de servir constatés au titre de la même année au vu notamment de l'entretien professionnel, sont exclus du bénéfice de la prime au titre d'une année.

Les objectifs de chaque direction seront fixés et évalués au moment de l'entretien professionnel de chaque agent.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,



DELIBERATION 2025 45 -

Mise en place de la prime d'intéressement à la performance collective

Séance du Comité syndical du 9 décembre 2025

Vu l'article L714-7 du Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 modifié pris en application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2012-625 du 3 mai 2012 modifié fixant le plafond annuel de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

Vu la saisine du Comité social territorial ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

DÉCIDE QUE :

- La prime d'intéressement à la performance collective est mise en place dans les conditions exposées ci-dessus ;
- l'autorité territoriale fixe les montants individuels selon la procédure définie ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds déterminés par la délibération ;
- le mode de versement est unique et s'effectue à l'issue de la période de référence prévue pour chacune des directions concernées ;
- l'attribution de la prime fait l'objet d'un arrêté individuel ;

DIT que - les crédits prévus à cet effet sont inscrits au budget, chapitre 12.



Le Président


Sylvain Raifaud